



**Communiqué
Pour diffusion immédiate**

Budget provincial 2014-2015

On appelle ça de l'AUS-TÉ-RI-TÉ!

Montréal, le mercredi 4 juin 2014 – La Fédération autonome de l'enseignement (FAE), qui regroupe huit syndicats représentant quelque 32 000 enseignantes et enseignants québécois, est profondément déçue du premier budget Leitaou, présenté plus tôt aujourd'hui. Ce budget, qui impose des compressions additionnelles de 150 millions de dollars pour 2014-2015, aura des conséquences dramatiques pour l'école publique. Déjà affaiblie par des coupes de plus de 650 M\$ depuis 2010, l'école publique est mise en danger par ces nouvelles compressions qui la privent des ressources dont elle a besoin pour accomplir sa mission.

Les compressions annoncées aujourd'hui ne peuvent qu'affecter les services offerts aux élèves. Nombreux sont ceux qui verront leur parcours fragilisé puisqu'ils n'auront pas accès aux services dont ils ont grandement besoin. L'égalité des chances est mise à mal, particulièrement pour les élèves issus des milieux défavorisés et ceux qui éprouvent des difficultés d'adaptation ou d'apprentissage ou qui sont handicapés.

« Le budget Leitaou est marqué par l'austérité, qui ne peut s'expliquer que par une incompréhension des défis auxquels sont confrontées les écoles publiques québécoises. En fixant à 2,2 % l'augmentation des dépenses en éducation, le gouvernement Couillard sait très bien que dans les faits, il demande au réseau public d'éponger une partie du déficit » déclare M. Sylvain Mallette, président de la Fédération autonome de l'enseignement.

Le ministre des Finances, par l'adoption d'une loi qui vise à mieux encadrer l'évolution des effectifs, entend ne pas remplacer les postes administratifs et les réaffecter dans les services directs à la population, ce qui pourrait donc se traduire par l'embauche de nouvelles enseignantes et nouveaux enseignants. « Si cette idée permet de mettre un frein à l'embauche de gestionnaires qui ont pour seule mission de restreindre l'autonomie professionnelle du personnel enseignant, nous la saluons. Cependant, cette volonté, bien que louable, ne viendra pas susciter l'intérêt d'un nombre grandissant d'étudiantes et étudiants pour la profession enseignante, puisque les conditions d'exercice se sont dégradées depuis une trentaine d'années et que le budget Leitaou n'améliorera pas la situation » poursuit M. Mallette.

La FAE constate que le gouvernement Couillard, comme tous ses prédécesseurs, refuse de remettre en question le financement public des écoles privées comme elle le réclame depuis plusieurs années. Pourtant, ce sont plus 80 millions de dollars qui pourraient être réinvestis annuellement dans les services directs aux élèves. Dans le contexte actuel, seul le manque de courage politique peut justifier le statu quo. Les écoles privées subventionnées à plus de 60 % par les contribuables pourront continuer à mener une concurrence déloyale aux écoles publiques, qui constituent pourtant un des joyaux de la Révolution tranquille et du Rapport Parent.

Le ministre Leitao fait sienne l'idée de son collègue, président du Conseil du trésor, Martin Coiteux, de lier les augmentations salariales à l'efficacité des travailleuses et travailleurs du secteur public. Ce concept, importé de l'entreprise privée, vient dénaturer l'esprit de ce qui devrait guider la prestation d'un service public. Le gouvernement cherche à inscrire dans l'opinion publique l'idée selon laquelle un service public peut être comparé à un simple bien de consommation.

« Si le gouvernement pense nous faire avaler cette couleuvre, il va nous trouver sur son chemin. Les enseignantes et enseignants ont déjà donné. C'est assez! Depuis 2004, le personnel enseignant s'est appauvri, puisque les augmentations salariales négociées ou imposées par un décret n'atteignent même pas l'Indice des prix à la consommation (IPC). Le gouvernement libéral a beaucoup promis. Nous lui promettons de veiller à la défense de l'école publique, de celles et ceux qui y travaillent et des élèves qui la fréquentent » conclut Sylvain Mallette.

La FAE regroupe huit syndicats qui représentent quelque 32 000 enseignantes et enseignants (le tiers du personnel enseignant au Québec) du préscolaire, du primaire, du secondaire, du milieu carcéral, de la formation professionnelle et de l'éducation des adultes et le personnel scolaire des écoles Peter Hall et du Centre académique Fournier, ainsi que les membres de l'Association de personnes retraitées de la FAE (APRFAE).

Source : Fédération autonome de l'enseignement
Renseignements : Claude Arsenault, relationniste
Cellulaire : 514 928-4537